

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 26 JUIN 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 23/286 CONVENTION RELATIVE AU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) ENTRE CITADIA ET LA METROPOLE TPM POUR LE SECTEUR GRAND SUD PASSION - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/286

BUREAU DU 26 JUIN 2023

**O B J E T : CONVENTION RELATIVE AU REGLEMENT GENERAL
SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) ENTRE
CITADIA ET LA METROPOLE TPM POUR LE SECTEUR
GRAND SUD PASSION - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement son article L318-8-2,

VU la Loi Climat et Résilience du 22 août 2021 en son article 220,

VU la Loi n°78-17 de 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la Loi n°2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la compétence obligatoire d'aménagement de l'espace et des équipements publics,

VU le décret n°2005-1309 du 20 octobre 2005, notamment ses articles 46, 47 et 49,

VU le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD),

VU l'Arrêté Président n°18/106 désignant le Délégué à la Protection des Données personnelles (DPD) pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que l'article 28 du RGPD impose au responsable de traitement de données à caractère personnel, la formalisation par écrit de sa relation avec un éventuel sous-traitant ayant accès aux données personnelles,

CONSIDERANT que la Métropole est compétente en matière de création, d'aménagement et de gestion des Zones d'Activités Economiques ainsi que des espaces et des équipements publics afférents,

CONSIDERANT que pour mener ce travail de définition des équipements nécessaires lors de la mutation des activités existantes, il s'agit en particulier de traiter et d'exploiter les données de la DGFIP,

CONSIDERANT que la Métropole TPM a lancé une étude complémentaire sur la zone d'activités Grand Sud Passion et qu'à ce titre, pour la finaliser, le bureau d'étude CITADIA a besoin des données personnelles émanant du Système d'Information Géographique (SIG),

CONSIDERANT que la transmission et le traitement de ces données par CITADIA permettra de répondre à la finalité de la Métropole, celle-ci est donc qualifiée de sous-traitant au titre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD),

CONSIDERANT le projet de conformité RGPD mis en annexe,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la Conformité RGPD ci-annexée.

ARTICLE 2

DE DIRE que la présente décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 26 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONFORMITE RGPD

Responsable du traitement

Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Sous-traitant

CITADIA

Déléguée à la protection des données du Sous-traitant :

Ou personne ressource RGD

DAVID - Thomas

tdavid@citadia.com

04.94.18.97.18.

Délégué à la protection des données du Responsable de traitement

M. Christian DURAND

donnees_personnelles@metropoletpm.fr

04 94 36 34 24

SOMMAIRE

I. GENERALITES	4
1.1 QUALIFICATION DES PARTIES	4
LA COLLECTIVITE, DESIGNEE CI-DESSUS, RECONNAIT REVETIR LA QUALITE DE « RESPONSABLE DU TRAITEMENT », C'EST-A-DIRE ETRE LA SEULE PERSONNE HABILITEE A DETERMINER LA FINALITE DU TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES RECUEILLIES.....	4
LE PRESTATAIRE, DESIGNE CI-DESSUS, RECONNAIT REVETIR LA QUALITE DE « SOUS-TRAITANT », C'EST-A-DIRE TRAITER LES DONNEES PERSONNELLES RECUEILLIES POUR LE COMPTE, SUR INSTRUCTION OU SOUS L'AUTORITE DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT, SANS POUVOIR DETERMINER LA FINALITE DU TRAITEMENT DES DITES DONNEES.....	4
1.2 OBJET DE LA CONVENTION	4
II. DUREE DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	4
III. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT	4
3.1 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT ET DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE	4
3.2 SOUS-TRAITANCE ULTERIEURE	5
3.3 DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	6
3.4 EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES	6
3.5 VIOLATION DE DONNEES.....	6
3.6 DOCUMENTATION - AUDITS	7
3.7 AIDE DU SOUS-TRAITANT	7
3.8 SECURITE	7
3.9 SORT DES DONNEES	8
3.10 DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES.....	8
3.11 TENUE DU REGISTRE	8
IV. OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT	9
V. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE	9

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** » ou « **le RGPD** »).

I. GENERALITES

1.1 Qualification des parties

La collectivité, désignée ci-dessus, reconnaît revêtir la qualité de « responsable du traitement », c'est-à-dire être la seule personne habilitée à déterminer la finalité du traitement des données personnelles recueillies.

Le prestataire, désigné ci-dessus, reconnaît revêtir la qualité de « sous-traitant », c'est-à-dire traiter les données personnelles recueillies pour le compte, sur instruction ou sous l'autorité du responsable de traitement, sans pouvoir déterminer la finalité du traitement des dites données.

1.2 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir :

- Les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies au sens du RGPD ci-après.
- Les obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant.

Les dispositions ci-après définies s'appliqueront à chaque fois que les prestations de services du sous-traitant peuvent le conduire à accéder à des données à caractère personnel provenant du responsable de traitement dans le cadre des traitements visés dans la présente.

II. DUREE DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le traitement par le sous-traitant est autorisé jusqu'à la fin de la convention.

III. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

3.1 Obligations du sous-traitant et description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant s'engage à :

3.1.1 Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la sous-traitance ;

3.1.2 Ne traiter les données à caractère personnel **que sur instructions documentées** du responsable de traitement tel que prévu dans le présent contrat ;

3.1.3 **Informier immédiatement** le responsable de traitement, s'il considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3.1.4 Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat, notamment :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations comportant des données à caractère personnel ou des données à caractère personnel elles-mêmes, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du Contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et données à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées au Contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou données à caractère personnel à des tiers non autorisés.
- Veiller à ce que **les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent avenant :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

3.2 Sous-traitance ultérieure

Le sous-traitant peut également faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter par écrit ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est autorisé à faire appel à d'autres sous-traitants dans le cadre des services de maintenance et d'hébergement fournis à la personne publique responsable de traitement.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de

s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant ultérieur de ses obligations.

3.3 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. Le responsable de traitement fournira au sous-traitant les mentions légales obligatoires à faire figurer dans les documents constituant le traitement si nécessaire.

3.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données à caractère personnel, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent directement auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au Délégué à la Protection des Données.

3.5 Violation de données

En cas de faille de sécurité avérée ou suspectée susceptible de compromettre la sécurité des données à caractère personnel auxquelles le sous-traitant a accès (destruction, perte, altération, divulgation, accès non autorisé à des données à caractère personnel, de manière accidentelle ou illicite), le sous-traitant devra immédiatement :

- Prendre toutes mesures nécessaires pour en atténuer les conséquences et pour empêcher qu'une telle violation puisse perdurer et/ou se reproduire.
- Notifier au responsable de traitement dans les 60 (soixante) heures à compter de la découverte de la faille de sécurité et par tous moyens écrits y compris les correspondances électroniques la cause, la nature et ainsi que l'étendue des données à caractère personnel affectées et le tenir informé de l'ensemble des mesures correctives prises. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- Procéder aux investigations permettant de fournir par écrit, au fur et à mesure de leur réalisation, au responsable de traitement toute information utile sur la nature et l'étendue des données à caractère personnel éventuellement déjà affectées et les mesures correctrices prises ou envisagées.

3.6 Documentation - Audits

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations prévues à l'article 28 du RGPD et pour lui permettre de réaliser des audits, y compris des inspections, aux frais du responsable de traitement. Ils doivent permettre notamment de s'assurer que les mesures de sécurité et de confidentialité mises en place ne peuvent être contournées sans que cela ne soit détecté et notifié.

L'audit sera mené par le responsable du traitement ou un auditeur qu'il aura mandaté, non-concurrent du sous-traitant, et soumis à une obligation de confidentialité.

Le responsable de traitement s'engage à notifier avec un préavis minimum de quinze (15) jours au sous-traitant tout audit, en lui communiquant notamment l'objet de la mission, la date de l'audit, la durée envisagée, et le nom du ou des auditeur(s).

Le sous-traitant ne pourra pas refuser, sans motif légitime, l'auditeur choisi par le responsable de traitement pour réaliser cet audit.

Le sous-traitant mettra en place les moyens raisonnables pour permettre à l'auditeur de mener à bien son audit. Les opérations d'audit et les demandes d'information devront être effectuées pendant les heures normales d'ouverture du sous-traitant et ne devront pas perturber le bon fonctionnement des activités de ce dernier.

Au titre de cette assistance fournie au responsable de traitement par le sous-traitant, ce dernier interviendra sans frais supplémentaire pour le responsable de traitement dans la limite de deux (2) jours/homme par an. Toute mobilisation complémentaire de ressource du sous-traitant pour cette assistance sera facturée au responsable de traitement.

Un exemplaire du rapport d'audit sera remis gracieusement au sous-traitant. Les parties examineront de bonne foi ce rapport dans le cadre d'un comité de pilotage, et identifieront, le cas échéant, les actions qui devront être engagées par l'une ou l'autre des parties pour mettre en œuvre les décisions prises lors de ce comité. Ce rapport est confidentiel et strictement réservé aux parties. Si le rapport fait apparaître un manquement aux obligations du sous-traitant, ce dernier s'engage à mettre en œuvre, à ses frais, toute mesure corrective appropriée dans un délai de 3 mois. En cas de contestation du rapport d'audit par le sous-traitant, ce dernier proposera à ses frais un nouvel audit par un autre cabinet de son choix.

Le responsable de traitement ne pourra pas réaliser plus d'un audit du sous-traitant sur une période glissante de 12 mois, sauf accord de ce dernier.

Le responsable de traitement s'engage à ce que cet audit ne nuise pas à l'activité du sous-traitant. Les 2 acteurs s'entendront sur les modalités de mise en œuvre.

3.7 Aide du Sous-traitant

Sur demande du responsable de traitement, et après accord sur la proposition technique et financière du sous-traitant, ce dernier peut apporter son aide au responsable de traitement pour l'assister dans la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données à caractère personnel, ainsi que pour la préparation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

La personne publique responsable du traitement demeure seule maître de la finalité du traitement et de la décision de soumettre ou non le traitement, après conseil du sous-traitant, à une analyse d'impact ou une consultation préalable de l'autorité de contrôle nationale.

3.8 Sécurité

Le sous-traitant s'engage conformément à la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel, à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles

appropriées au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, afin de préserver la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données à caractère personnel auxquelles il pourra avoir accès à l'occasion de la réalisation des prestations, et notamment empêcher toute déformation, altération, endommagement, destruction de manière fortuite ou illicite, perte, divulgation et/ou tout accès par des tiers non autorisés préalablement.

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté, le sous-traitant mettra notamment en œuvre, en tenant compte des risques pour la sécurité des données à caractère personnel et pour la vie privée des personnes, selon les besoins, les mesures de sécurité appropriées.

3.9 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- À renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement dans les conditions spécifiées par celui-ci,
- Détruire, et à en justifier par écrit la destruction, toutes les données à caractère personnel présentes dans ses systèmes d'information, sauf si leur conservation est exigée en vertu de l'article 28 du RGPD.

3.10 Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

3.11 Tenue du registre

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable du traitement, conformément aux dispositions du RGPD, comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Le sous-traitant donnera accès au registre au responsable de traitement sur demande.

IV. OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT

Le responsable de traitement s'engage à respecter le RGPD et toute norme législative ou réglementaire applicable aux données à caractère personnel traitées, et notamment à :

- Respecter le principe de limitation des données à caractère personnel nécessaires au regard des finalités de traitement. Par conséquent, le responsable de traitement s'engage à anonymiser ou pseudonymiser autant que possible ses données à caractère personnel, et en tout état de cause à ne confier au sous-traitant que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution des prestations,
- S'assurer que les traitements et leurs finalités sont conformes au RGPD,
- Fournir au sous-traitant la description du traitement et les instructions associées, qui figurent toutes deux en Annexe 1. Toute modification de l'Annexe 1 devra faire l'objet d'un avenant au Contrat.
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect par le sous-traitant des obligations prévues par le RGPD, dont notamment les dispositions de l'article 25 dudit règlement,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant, selon les conditions et modalités visées ci-dessus (article 1.7 « Documentation / audit »).

Fourniture de données au sous-traitant

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes :

Données nécessaires pour mener à bien l'étude commandée par la métropole sur le territoire d'application de la Taxe d'Aménagement Majorée (périmètre joint en annexe).

La Métropole autorise le sous-traitant à utiliser ces données dans le cadre de la présente étude, mais également dans le cadre de l'étude complémentaire commandée par la ville de La Valette (et concernant le même périmètre géographique)

V. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE


Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations suivante(s) objet de la convention.

Le responsable de traitement déclare que :

- La nature des opérations réalisées sur les données est
 - Le traitement des données transmises ou mises à disposition par la métropole

- Le tri des dites données afin de les restreindre au périmètre défini par la présente convention
 - Utilisation de ces données afin de répondre à la commande et fournir l'étude demandée par la Métropole
- La ou les finalité(s) du traitement sont

Réalisation d'une étude prospective foncière portant sur le périmètre défini en annexe de la présente convention
 - Les données à caractère personnel traitées sont
 - Nom et Prénom des propriétaires et/ou locataires
 - Adresse postale des propriétaires et/ou locataires
 - N° de parcelle possédée
 - Description et conformité des immeubles
 - Les catégories de personnes concernées sont
 - Propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre
 - Locataires de parcelles incluses dans le périmètre
 -

Le DPO du responsable de traitement	Le sous-traitant
Date et visa	Date, nom et signature 22 mai 2023 David Thomas  CITADIA CONSEIL AMENAGEMENT & URBANISME 45, rue Gimelli 83000 TOULON Tel 04 94 18 97 18 - Fax 04 94 18 97 19